

## 1re LECTURE

De trois projets de loi émanant du Sénat :

Le premier (bill P), constituant en corporation la United Canada Fire Insurance Company;

Le 2e (bill V2), tendant à faire droit à Arthur Jones;

Le 3e (bill W2), tendant à faire droit à Eva Mary Moss.

## QUESTIONS.

Les questions auxquelles on a répondu de vive voix sont indiquées par un astérisque.

## LIBERATION CONDITIONNELLE DE PRISONNIERS.

\*M. CASGRAIN demande :

1. Combien de prisonniers ont été libérés conditionnellement l'an dernier?
2. Est-il vrai qu'un nommé W. J. Tapley, convaincu de viol sur sa fille et condamné au pénitencier, a été libéré sous condition?
3. Dans l'affirmative, pourquoi, et sur demande de qui?

Le très hon. C. J. DOHERTY (ministre de la Justice) :

1. 824.
2. Oui.
3. Par ordre de Son Excellence le Gouverneur général et sur requêtes de ses fils, de sa fille (la victime du crime) et de certaines autres personnes, après avoir fait sept ans et trois mois de prison.

## BOURSE DES CEREALES DE WINNIPEG.

\*M. PECK demande :

1. Le Gouvernement connaît-il une combinaison quelconque de courtiers maritimes, dans la Bourse des grains de Winnipeg, et formée depuis 1914?
2. Dans l'affirmative, cette combinaison était-elle dans la nature d'une centralisation d'intérêts?
3. Cette centralisation était-elle reconnue par la Commission canadienne des blés, cette commission a-t-elle autorisé le maintien de la centralisation, et l'a-t-elle reconnue comme organisation raisonnable et appropriée aux fins en question?
4. Le Gouvernement a-t-il aidé cette centralisation?
5. Quels étaient les membres de la Bourse des grains de Winnipeg qui formèrent cette combinaison?
6. Le président de la Commission canadienne des blés ou ses associés d'affaires immédiats étaient-ils intéressés dans la combinaison?
7. Quels étaient ces courtiers maritimes qui étaient membres de la Bourse des grains de Winnipeg lors de la déclaration de guerre?
8. Parmi eux, qui s'est enrôlé pour le service outre-mer, et en quelle qualité?
9. D'aucuns, parmi ces soldats d'outre-mer, sont-ils membres de la bourse, et quels sont-ils?
10. D'aucuns de ces hommes ont-ils fait demande d'admission dans la combinaison ci-des-

sus, après leur rapatriement, et, dans l'affirmative, avec quel résultat?

11. Le Gouvernement ou la Commission canadienne des blés se proposent-ils de tolérer le maintien d'une semblable combinaison, et, dans l'affirmative, des membres de la Bourse des grains qui ont fait du service outre-mer seront-ils admis à s'associer à cette organisation et à jouir des bénéfices qui en découlent?

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Ces questions se rattachent à des sujets qui sont du ressort des agences et agents y mentionnés, ne dépendant pas du Gouvernement, à l'organisation et aux opérations desquels le Gouvernement est étranger.

## LE CALENDRIER DE LA CHAMBRE.

\*M. CASGRAIN :

1. Pourquoi le calendrier posé sur la table du greffier des Communes est-il anglais?
2. Le Gouvernement se propose-t-il de placer aussi sur la table un calendrier français?
3. Dans l'affirmative, quand?
4. Dans le négative, pourquoi?

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Monsieur l'Orateur, la réponse à la question de mon honorable ami le député de Charlevoix-et-Montmorency est la suivante :

En plaçant ledit indicateur sur la table de la Chambre des communes, on a suivi la coutume des années précédentes depuis le commencement de Confédération jusqu'à nos jours. Dans ces circonstances, il ne semble pas nécessaire ni de le remplacer par un indicateur français, ni d'en placer un autre sur la table du greffier. Ce qui suffisait aux Pères de la Confédération et à tous leurs successeurs doit être suffisant pour nous qui ne sommes ni moins intelligents, ni plus patriotes, je pense, que nos prédécesseurs.

## LES EMPLOYES DE L'IMPRIMERIE.

M. BOURASSA demande :

1. Au 1er mars 1920, quel était le nombre d'employés canadiens français de toutes classes, à l'Imprimerie nationale?
2. Au 1er mars 1920, quel était le nombre d'employés canadiens anglais de toutes les classes, à l'Imprimerie nationale?
3. A même date, quel était le nombre d'employés de toute autre origine à l'Imprimerie nationale?

Le très hon. M. SIFTON (secrétaire d'Etat) : 1, 2 et 3. Les archives n'en font pas mention.

## LE MAITRE DE POSTE DE SAINT-ROMUALD.

M. BOURASSA demande :

1. Quel est le nom du maître de poste de Saint-Romuald, comté de Lévis?
2. Quand a-t-il été nommé?